



Déclaration au CDEN du 20 juin 2008

Nice, le 20 juin 2008

Nos enfants n'ont pas besoin de moins d'école mais de mieux d'école

Dès la rentrée 2008, la semaine scolaire sera de 24 heures pour les élèves, les heures d'enseignement de l'année passeront de 936 heures à 864. Les enseignants devront consacrer les deux heures dégagées aux élèves en échec scolaire. Le ministre n'a pas précisé à quel moment de la semaine et de la journée ces heures seront dispensées, laissant aux équipes enseignantes la responsabilité de proposer une organisation validée par l'Inspecteur d'Académie.

Le ministre de l'Education nationale avait laissé entendre qu'il s'attaquerait aux rythmes de la semaine et prévoyait de faire un sort aux samedis matins afin d'harmoniser l'organisation de l'école dans laquelle « on ne s'y retrouvait plus ». Une mesure « au stade de réflexion » avait-il alors déclaré, histoire de tester son annonce auprès de l'opinion publique. Finalement, en lieu et place, d'une réflexion partagée avec les partenaires de l'école (enseignants, parents, milieu associatif, collectivités territoriales), nous avons eu droit à une décision unilatérale au journal télévisé de 20 heures de TF1. Une fois l'annonce passée, qui selon un sondage commandé par le ministère, satisfait les parents à 80%, les élèves à 62% et les enseignants à 59%, les vraies questions se posent.

En premier lieu, quelles sont les conséquences pour les enfants ?

S'il est évident qu'il est indispensable de s'attaquer enfin à la prise en charge de la difficulté scolaire, à l'évidence, le dispositif proposé par le ministre paraît à ce jour peu crédible. Beaucoup de questions sont pour l'heure sans réponse :

- Quand et comment se fera cette prise en charge ?
- Le mercredi matin, sur le temps de la pause entre midi et deux, le soir après la classe ?
- Quelle articulation avec le travail des RASED?

A ces interrogations s'ajoutent des incohérences.

En quoi est-ce efficace de rallonger la journée scolaire pour les seuls enfants en difficulté alors même que ces élèves présentent de réelles difficultés de concentration dans le temps ?

Les stages pendant les vacances pénalisent le temps de repos et de loisirs des enfants ; stigmatisent un peu plus les enfants en difficulté ; font reposer la seule responsabilité de l'échec scolaire sur les familles qui refuseraient les propositions de stage. On sait que le soutien et la remise à niveau ne sont que plâtre sur jambe de bois si les pratiques en classe durant le temps scolaire n'évoluent pas. Leur seule fonction est de donner bonne conscience aux décideurs (" on aura vraiment tout fait pour eux, les enfants en difficulté. S'ils ne réussissent pas, c'est vraiment que... »).

Fédération des Conseils de Parents d'Elèves des Alpes-Maritimes

6 rue de France - 06000 NICE / Tél : 04 93 88 55 00 - Fax : 04 93 87 22 05

<http://www.fcpe06.org> - courriel : FCPE06@wanadoo.fr

Affiliée à la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, reconnue d'utilité publique

S'il s'agit comme l'affirme le ministre, de faire mieux réussir tous les enfants, les partenaires de l'école, au premier rang desquels la FCPE, proposent depuis longtemps des pistes pour une réelle transformation de l'école, en réfléchissant notamment sur le temps de l'enfant.

Ce n'est pas de moins d'école dont ont besoin nos enfants mais de mieux d'école.

Une telle mesure, fortement empreinte de démagogie, ne saurait constituer une politique éducative ambitieuse pour la réussite de tous les élèves et pour faire face au défi d'une solide éducation et formation pour tous les enfants et les jeunes.

Cette décision est accompagnée d'une réforme des programmes du primaire. L'idéologie qui a présidé à l'élaboration de ces programmes les rend tout à la fois mécanistes dans l'apprentissage et simplistes dans l'acquisition des savoirs. Le ministre le revendique d'ailleurs dans son discours de présentation en accusant le pédagogisme de tous les maux, en dénigrant les "comités d'experts", en ignorant l'avis des professionnels de l'Éducation.

Affirmer que l'on va revenir aux fondamentaux, c'est déclarer, premièrement, qu'ils ont été abandonnés, et deuxièmement, qu'ils étaient au coeur des pratiques pédagogiques avant cette période désastreuse de l'abandon. Sans être expert de ces questions, on est en mesure de comprendre que ces deux postulats sont totalement faux. Les nouveaux programmes pour l'école primaire seraient le retour salutaire à des fondamentaux qui auraient été négligés ou oubliés, et la garantie, avec un zeste de soutien et des bribes de remises à niveau, d'une amélioration spectaculaire, en trois ans, des performances de l'école.

"Savoir par coeur n'est pas savoir" (Montaigne) ; Xavier Darcos aurait été bien inspiré de réviser ses fondamentaux philosophiques avant de réformer les programmes du primaire en faisant table rase des acquis du mouvement pédagogique. L'appropriation des savoirs passe obligatoirement par l'expérimentation, la découverte. Le rôle de l'enseignant est avant tout de créer les conditions favorables pour que les enfants apprennent.

«Je n'enseigne rien à mes élèves ; j'essaie seulement de créer les conditions dans lesquelles ils peuvent apprendre ». (Albert Einstein).

«Dis-moi et j'oublie. Enseigne-moi et je me souviens. Fais-moi participer et j'apprends». (Benjamin Franklin).

Le ministre, dans sa précipitation, oublie l'enseignement des scientifiques. Toutes les grandes découvertes sont le résultat de l'expérimentation. Il y avait pourtant le moyen, pour l'avenir de l'école de la République, de dépasser les conflits idéologiques, de s'inscrire dans une durée dépassant les calendriers électoraux et la succession des mandatures pour construire une école moderne et démocratique à l'échelle du XXIe siècle, avec une vision optimiste de l'homme, comme personne et comme être social, avec l'espoir partagé de lendemains qui chantent.